

DISTANCE SOCIALE ET CONFINEMENT AU TEMPS DU COVID 19 : ET SI ON PARLAIT PLUTOT D'ESPACEMENT ET DE CLOISONNEMENT ?

Bernard Debarbieux

Publié dans F. Gamba, M. Nardone, T. Ricciardi and S. Cattacin (eds) (2020)
Covid19: Le regard des sciences sociales. Zurich, Seismo: 111-124.

Il arrive que des évènements de la vie sociale nous conduisent, pour les qualifier ou leur faire face, à adopter des termes qui leur conviennent mal. Or comme l'a écrit Albert Camus, dans un texte beaucoup moins cité qu'un autre dont l'épidémie présente nous a rappelé l'étrange actualité (1947), « mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde » (1944 : 22). Je parlerai ici de *distance sociale* et de *confinement* dont je m'étonne autant de l'usage que de leur adoption inconditionnelle par celles et ceux pour lesquels ils valent injonction. Sans avoir la moindre prétention à soustraire « au malheur de ce monde », je voudrais en discuter la pertinence de ces façons de nommer qui ont envahi notre quotidien ; je voudrais aussi suggérer qu'une réflexion élargie à d'autres pratiques et dispositifs spatiaux est susceptible d'esquisser une meilleure compréhension de la situation présente et quelques pistes pour anticiper la période future.

DISTANCE SOCIALE OU ESPACEMENT REGLEMENTAIRE ?

Un des leitmotsivs des mesures de prévention adoptées dans quantité de pays touchés par la pandémie du printemps 2020 a été la désormais fameuse *distance sociale*, traduite littéralement dans un incroyable nombre de langues. L'expression fait partie du vocabulaire de l'épidémiologie et des politiques de santé publique. On l'aura tous vite compris : elle désigne l'espacement qu'il est jugé bon, voire impératif, de conserver entre deux personnes, pour limiter le risque de transmission d'une infection, et donc l'ampleur et la vitesse de propagation d'une épidémie. Les historiens qui ont analysé la genèse des politiques publiques dans ce type de contexte font remonter la première occurrence de l'idée, à défaut de l'expression elle-même, aux recommandations de Max C. Starkloff, Health Commissioner - autrement dit le haut fonctionnaire chargé des mesures de santé publique - pour la ville de St Louis, aux Etats-Unis, à l'approche de la grippe espagnole en 1918. Au passage, on pourrait s'amuser du fait que cette innovation intervient dans une ville qui tient son nom d'un roi de France mort de la peste à Tunis, 650 ans plus tôt.

Résultant d'une évaluation des risques de transmission virale entre deux organismes, l'expression est donc de l'ordre de l'expertise bio-médicale et mise au service de considérations de politique publique. Elle a donc une visée normative. Mais pourquoi diable l'avoir nommée ainsi ? Car l'expression « distance sociale » a aussi plusieurs acceptations dans les sciences sociales, qui justifient beaucoup plus l'usage de son qualificatif – sociale – que dans le cas discuté ici. Deux de ces acceptations sont bien connues et nous aideront à réfléchir ici.

- D'une part, il y a celle que lui donne Edward T. Hall et que reprendront celles et ceux qui se réclament de lui et du corps de connaissances qu'il a circonscrit et développé, la proxémie ou l'« étude de la perception humaine et de l'utilisation de l'espace » (1968 : 83) dont il dit aussi, trois lignes plus loin, qu'elle « traite principalement de l'adoption de distances (dans les pratiques d'interaction humaines) sur un mode inconscient » (*out-of-awareness distance-setting*). Pour Hall, la distance sociale est une des mesures spatiales en fonction desquelles les êtres humains ajustent leur comportement et leur communication. De toutes ces distances, elle est celle que deux interlocuteurs jugent appropriée de mettre entre eux pour optimiser leur échange ; en deçà, Hall parle de distances personnelle et intime ; au-delà, de distance publique. Mais parce qu'il est avant tout anthropologue, Edward T. Hall est tout spécialement curieux du fait que, selon ses observations, cette distance sociale, jugée optimale dans l'interaction donc, varie selon les contextes culturels : il nous dit qu'elle est plus courte dans les sociétés méditerranéennes, arabes et africaines que dans les pays du Nord et au Japon. Par exemple, il écrit que “les Arabes tendent à rester à l'intérieur de la bulle olfactive de leur interlocuteur, quand les Américains s'efforcent de rester en dehors” (1968 : 94). Ce type d'observation a été réitéré récemment (par ex. Sorokowska et al.

2017). Dans la même période, Erwin Goffman et ceux qui se reconnaissent dans « l'interactionnisme symbolique », ont abordé ce genre de questions sur un mode différent : en procédant à l'observation de l'agencement des corps dans l'espace d'une interaction sociale (voir pour une analyse Mondada 2009, 2013), à se montrant attentifs aux petites négociations qui se jouent dans ce contexte, ces auteurs n'ont pas éprouvé le besoin d'établir des types de distance et encore moins d'en objectiver la mesure – du coup, ils n'ont pas recours à l'expression « distance sociale » - tout en apportant beaucoup à notre compréhension de la dynamique et la flexibilité des agencements spatiaux qui sont en jeux dans ce type de contexte.

- D'autre part, il y a l'acception de la distance sociale que donnent les sociologues habitués à exploiter toutes les subtilités de l'usage métaphorique des termes spatiaux. Dans ce contexte, la distance sociale rend compte de la différence qui existe entre deux individus ou deux groupes d'individus, du point de vue des intéressés eux-mêmes - « il n'est pas du même milieu » ou pourquoi pas « du même monde », voire « je préfère garder mes distances » - ou du point de vue du sociologue avec les critères et indicateurs qui sont les siens : niveau de revenu, niveau d'éducation, pratiques langagières, etc. C'est notamment à l'aide de cet outillage que Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire ont écrit en 1970 un article bien connu et souvent cité sur ce thème, et qui doit une grande partie de sa popularité au paradoxe apparent esquissé dans le titre lui-même : la « proximité spatiale » des ménages dans les grands ensembles ne dit pas grand' chose de la « distance sociale » qui existe entre eux.

Bref, on voit bien ce qu'il y a de social chez Hall (les codes culturels à l'œuvre dans la gestion de la distance-interaction) d'une part, chez Chamboredon et Lemaire (les structures et représentations sociales à l'œuvre dans l'opérationnalisation de la distance-différence) d'autre part. Avec le premier, on voit que les modalités optimales de l'interlocution, pratique éminemment sociale, sont culturellement conditionnées ; avec les seconds, on comprend bien que la distance entre les sujets sociaux est multi-dimensionnelle.

Or la *distance sociale* des politiques de prévention sanitaire ne contient rien de cela. Pour une bonne raison : les virus n'ont pas grand-chose à faire des subtilités contextuelles des pratiques d'interlocution et des représentations que nous avons de nos positionnements sociaux. Certes, nous sommes des êtres sociaux ; mais nous sommes aussi des êtres biologiques qui, à ce titre, ont leur propre logique ; et les politiques de prévention sanitaire ont quelques raisons de s'intéresser à elle en premier lieu. Mais il suffirait, pour en tenir compte, de parler plus simplement de « distance de sécurité », comme on le fait dans l'industrie ou sur les chantiers, ou, pour contourner la polysémie de la notion de distance, d' « espacement minimal » ou d' « espacement réglementaire » puisque l'objectif est de réglementer l'espacement dans la co-présence. Alors pourquoi prétendre que cet « espacement minimal » est social alors qu'il ne contient pas grand'chose de ce que nous ont appris les sociologues et les anthropologues convoqués plus haut ? Certes il n'y a pas que du biologique dans la *distance sociale* du moment : il y a bel et bien du social dès qu'elle donne consistance à une règle qui, en cas d'irrespect, peut donner lieu à amende ; et après tout, il y a bien un peu de social aussi quand elle est fixée à un mètre ici ou à deux là, mais aussi quand elle est mesurée en mètres en Europe continentale et en pieds au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis. Mais si le social devait se limiter à cette seule règle et des unités de mesure, il y aurait de quoi s'inquiéter pour la capacité des sciences sociales à dire quelque chose d'intéressant sur la qualification et la pratique des distances interpersonnelles.

Or, il semble bien que notre compréhension du vécu et la gestion de la pandémie présentent gagneraient beaucoup à prendre en compte toutes ensemble ces distances et ces espacements - – et de façon plus générale l'espace dans sa complexité - quand bien même nous serions orphelin d'un vocable unique – bio-social ? – capable de les englober tous. Je tenterai de le suggérer rapidement en employant trois registres bien différents, illustrations à l'appui.

Le premier registre rapproche proxémie et imposition de règles d'espacement : le 12 avril dernier, la ministre espagnole du tourisme, Reyes Maroto, explique à un journaliste d'*El País* les mesures auxquelles il va falloir se préparer pour l'été. Parmi ces mesures, elle annonce qu'il va falloir « garder la distance (sociale) jusque sur la plage ». Soit ! la règle est la règle et elle est censée s'appliquer partout hors de chez soi. Mais s'est-on jamais interrogé dans un ministère du tourisme ou de la santé sur la façon selon laquelle les amateurs de sable et de bains de mer se disposaient sur une plage en temps normal ? Aussi étonnant que cela puisse paraître, il existe une littérature incroyablement abondante sur le sujet, écrite notamment par des amateurs de proxémie (par ex. Guyonnard et Vacher 2018). Les études sur le sujet convergent sur trois points essentiels : les usagers tendent à occuper l'entier de la surface disponible en se maintenant à une distance

comprise entre la distance sociale et la distance publique de Hall ; des proximités plus grandes ne sont pratiquées que pour les couples (préexistants ou en train de se constituer pour l'occasion), les familles et les groupes d'amis avec lesquels le degré d'intimité est plus grand ; par contre, les distances intergroupes diminuent quand la densité d'occupation de la page augmente et dépasse ce que l'application de ces normes spatiales inconscientes permet. Vouloir « garder la distance (sociale) jusque sur la plage » est donc sans doute souhaitable dans le cadre une politique sanitaire ; mais pour y parvenir, les observations de plage nous indiquent qu'une simple régulation de l'accès pourrait suffire à maintenir des « espacements minimaux », sans avoir besoin de recourir à l'excès à la menace et à l'amende.

Le deuxième registre de mise en relation des distances entre elles, couple cette fois l'« espacement minimal » et la distance/différence. Les historiens ont observé que lors des grandes épidémies de l'Europe des époques médiévale et moderne, des poussées de fièvre d'une autre nature, xénophobes et antisémites, se sont souvent produites. Celle du covid-19 a donné lieu à des réactions comparables, indiscutablement sociales : stigmatisation de Chinois ou de gens perçus comme tels, de membres de castes inférieures en Inde, de soignants par des non-soignants en raison du soupçon de contamination qui pèse sur eux, de livreurs à domicile de la part de certains de leurs clients, etc. L'exigence d'espacement sécuritaire se voit ainsi accompagnée de l'exacerbation des distances-différences. Mais on assiste aussi, à l'inverse, à des démonstrations de sympathie – ou plutôt d'empathie – de la part de ceux qui s'estiment protégés (les télétravailleurs ou les oisifs) à l'égard de ceux qu'ils considèrent exposés (personnels de santé, caissières, etc.) qui relèvent souvent de catégories socio-économiques bien différentes. Ces exemples suffisent pour rappeler l'essentiel : la fixation de règles d'espacement, conçues en fonction de ce que l'on sait de la co-présence entre deux individus/organismes, ne sont jamais tout à fait indépendantes de ce qui se joue dans les distances physiques ou symboliques qu'entretiennent entre eux des individus/êtres sociaux.

Le troisième registre, relatif à l'espace public, a besoin qu'on ouvre préalablement la boîte du confinement pour faire sens. Il attendra un peu.

DERRIERE LE CONFINEMENT, L'IMAGINAIRE DU CLOISONNEMENT

Si la *distance sociale* des instructions du moment a connu d'innombrables déclinaisons linguistiques et s'est, de ce fait, mondialisée aussi vite que le virus lui-même, le *confinement* est plus francophone. Les anglophones préfèrent *lockdown* et l'idée de fermeture, serrure (*lock*) à la clef. Les Italiens (*contenimento*) et les Espagnols (*contención*), mais aussi les anglophones (*containment*), celle de contenir, contenant à l'appui. Les Allemands parlent d'*Eindämmung*, à partir de la racine *dam* qui signifie digue ou barrage.

Le choix des francophones est un peu curieux : contrairement à l'italien *contenimento*, à l'allemand *Eindämmung* ou à l'anglais *containment* qui invoquent une limite matérielle, physique, *confinement* ne désigne pas a priori quelque chose qu'il convient de contenir, de limiter dans son expansion. *Confiner* a longtemps voulu dire autre chose en français : reléguer aux marges (confins) d'un territoire. Ainsi contrairement aux termes employés dans les pays voisins de la France qui se réfèrent à un contenant ou une barrière physique, le mot *confinement*, tout spatial qu'il est, n'est peut-être pas le plus à même de rendre compte de ce qui se joue avec la pandémie présente. A vrai dire, il dit mal ou pas assez ce dont il s'agit vraiment. Ou alors, il faut l'avoir à l'esprit avec un autre concept plus fondamental sans doute : celui de cloisonnement. En effet, contrairement à la distance/espacement minimal qui vise à réguler les pratiques de co-présence, le confinement s'appuie nécessairement sur des dispositifs matériels, plus précisément des murs ou des cloisons qui ont valeur d'enceintes concrètes et symboliques à la fois. Autrefois, les pestiférés étaient enfermés entre les murs de lazarets (Tognotti 2013). Hier, des villes entières – comme Oran chez Camus dont revoici *La Peste* (1947) – étaient cernés d'obstacles pour empêcher que la maladie s'en échappe ; on faisait alors le choix de confiner ensemble le mal et le premier cercle de ceux qui étaient menacés par lui, dans l'espoir d'épargner ceux du dehors. Aujourd'hui, on se retrouve confiné entre les murs de son logement, et enjoint de respecter la distance-espacement-minimal dès qu'on en franchit la porte. On reconnaît ici le distinguo entre espace privé (celui du confinement et de l'air confiné, qui échappe au contrôle policier) et espace public (celui, neutralisé, de la règle, mais aussi de la réprobation ou de la sanction en cas de non-respect de celle-ci). L'aire de confinement a donc pu changer d'échelle - la ville *versus* le domicile - et les types de cloisons adoptées en guise de bouclier de protection aussi - les murs du logement *versus* les remparts ou les ceintures de sécurité installées en périphérie des villes.

Opter pour un confinement domestique – et privilégier du coup la référence au logement avec les murs du logement en guise de cloison – engendre une série de conséquences : d'abord il fragilise énormément ceux qui n'ont pas de domicile, ou qui sont mal logés, alors que d'autres, les plus éloignés en terme de distance-différence, ont pu quitter un domicile en ville (Paris, Milan, New York) pour un autre à portée de voiture (île de Ré, vallées alpines, Catskills et rivages de Long Island) sans qu'aucune barrière de sécurité ne les en empêche ; ensuite ce mode de confinement-cloisonnement participe, avec l'espacement réglementaire, de l'idée que l'espace public est celui du danger parce qu'on est susceptible d'y croiser des malades, des porteurs sains et tous ceux dont la distance-différence nous font penser qu'ils sont une menace à eux tout seuls ; du coup, l'espace public qui est supposé être celui de la courtoisie peut devenir celui de la méfiance, supposé être aussi celui du débat et de l'échange des idées devenir celui du silence inquiet. L'espace public, au sens strict du terme – la rue et ses commerces attenants, la place et ses points de rencontre, le square de quartier et les jeux pour enfants – est à compter parmi les victimes du covid-19 en temps de confinement domestique et de *distance sociale* ; par contre, l'espace public des réseaux numériques semble prendre l'avantage d'une partie engagée depuis quelques décennies, y compris dans des domaines aussi variés que la consommation, la protestation, l'empathie, mais aussi les substituts d'apéro et de concerts. Des pans entiers de la sociabilité ont soudainement basculé dans l'atmosphère (confinée ?) des logements, entre les cloisons qui jusqu'à présent marquaient plutôt les limites de l'intime.

Dans un autre ordre d'idées, la plus-value qui consiste à associer confinement et cloisonnement, en montrant sur quel imaginaire social de l'espace le premier repose, est plus manifeste encore quand, à la stupéfaction générale, on a vu des gouvernants se précipiter aux confins de leur territoire pour en fermer l'accès. Pourtant, il est attesté par toutes les études scientifiques (par ex. Chinazzi et al. 2020, The Lancet 2020) que la fermeture des frontières d'un territoire ne contient pas une épidémie quand la maladie est déjà présente sur ce territoire, a fortiori quand les pays voisins ont déjà adopté des mesures de confinement domestique et des restrictions à la mobilité des personnes. Cette mesure est aussi inutile sur le plan sanitaire que désastreuse pour la crédibilité des organisations supra-étatiques, comme l'Union Européenne, et intergouvernementales, comme l'OMS, auquel le droit international reconnaît des compétences ici bafouées.

Comment l'expliquer autrement que par cet imaginaire du « chacun est libre de faire ce qu'il veut entre les cloisons de son enfermement », et par cette stérilisation des entre-deux – l'espace public et le multilateralisme – qui semble prévaloir aux deux échelles en temps de crise. Bref, le confinement-cloisonnement tel qu'il se donne à voir dans les mesures publiques depuis quelques semaines vaut à deux échelles (celle du confinement domestique stricto-sensu qui exacerbe le contraste entre espace privé et espace public, et celle du confinement territorial qui appauvrit les formes de collaboration interétatiques) ; leur efficacité dans la lutte contre la propagation d'une épidémie est sans rapport ; leur rapport réside dans leur capacité commune à suggérer que l'entre soi protège des périls de l'exposition à l'autre.

TEMPS (ET ESPACES) DE CRISE OU TOURNANT DURABLE ?

Suggérer que la *distance sociale* et le *confinement* du moment manquent d'épaisseur conceptuelle est – il faut bien le reconnaître – est un peu facile : ni l'un, ni l'autre n'ont cette ambition dans le contexte présent ; ce sont des mots outils destinés à accompagner des politiques publiques et des injonctions comportementales. Suggérer aussi, même sur un mode aussi concis que ce que ce type de texte permet de dire, que notre compréhension de ces injonctions et de leurs effets gagnerait à revisiter des notions de base et des réflexions des sciences sociales est déjà plus ambitieux, mais aussi, toute modestie mise à part, salutaire. Mais reste pendante une question qui doit nous inviter à regarder plus loin et peut-être aussi plus profond : quels effets la poussée de fièvre sanitaire et sécuritaire que l'on observe depuis quelques mois peut-elle avoir sur les phénomènes culturels, sociaux et politiques mobilisés ici pour aiguiser notre compréhension du présent ? A défaut d'avoir des réponses assurées sur cette difficile question, on peut poser quelques pistes.

Les analyses qui prévalent depuis des décennies dans le champ de la proxémie, en mettant en avant le rôle des différentiels culturels dans les pratiques de mise à distance des individus, tendent à reposer sur une conception figée, et parfois schématique, des « cultures ». À les lire, on ne voit pas bien ni pourquoi, ni comment les pratiques culturelles des distances interpersonnelles pourraient être amenées à changer sur le temps long, bien au-delà d'un épisode de crise. Or les historiens des sensibilités nous ont montré qu'aucune pratique des affects et des symboles n'était exempte de transformations, en raison même de l'évolution des

codes culturels qui prévalent dans une société donnée. Dans le cas qui nous intéresse ici, rien ne nous interdit de penser que l'importance du corps et de la santé dans les imaginaires sociaux contemporains ne conduira pas à terme à ajuster les diverses distances avec lesquelles nous conduisons nos pratiques d'interaction. Par ailleurs, la multiplication des occasions d'interagir avec des individus relevant de mondes culturels différents du nôtre, à la faveur des diverses formes de migrations présentes, constitue un contexte favorable à une évolution de nos pratiques, voire à leur questionnement. Enfin l'irruption soudaine de normes sanitaires mondialisées, celles qui précisément confèrent une certaine universalité à la *distance sociale* et au *confinement*, pourrait bien interférer avec des pratiques culturelles bien différentes et les influencer. Hall a beau dire qu'il n'y a pas de « mécanisme de fixation des distances chez l'homme (sic) qui soit universel pour toutes les cultures » (1968 : 94), la situation présente nous invite à réfléchir aux effets possibles, sans doute différenciés, de l'universalité et de la normativité de la *distance sociale* des injonctions sanitaires.

Dans le même ordre d'idée, si la transformation que l'on observe en ce moment dans les pratiques de l'espace public et peut-être dans la nature même de l'espace public peut être provisoire, le temps de laisser passer l'orage du coronavirus, elle pourrait conduire aussi, à terme, à d'autres formes d'espace public et d'interaction en son sein, pourquoi pas créatives et riches de promesses. Les historiens de la ville et de l'urbanisme ont bien montré que la découverte des grands virus pathogènes du XIXe siècle, par exemple celui de la tuberculose par Koch, et la production d'un corpus consistant de connaissances pour en limiter les effets, a énormément participé de la vision hygiéniste qui s'empare de ceux qui aménagent les villes à partir de la fin de ce siècle (voir par exemple Frioux 2013) et ont dessiné les lieux de la sociabilité urbaine du siècle suivant : places, squares, boulevards, avenue bordées de terrasses, etc. Le futur de ces types de lieux sera peut-être impacté, mais d'autres lieux et d'autres pratiques sociales vont peut-être émerger de l'épisode pandémique. Il est déjà des chercheurs et des praticiens pour imaginer que la ville de demain, celle du post-covid19, le montrera (Razemon 2020).

Nommer une chose, c'est toujours prendre le risque de mal la nommer, ou de se contenter d'une étiquette sans aller voir plus loin. Les distances qui régissent nos relations sont trop riches et importantes, et les cloisons qui les ponctuent trop chargées de symboles pour qu'en temps de pandémie, on puisse prendre les mots correspondants à la légère. Mais quand bien même elles seraient mal nommées, les normes spatiales et les mots pour les désigner qui naissent en ces temps de crise nous apprennent beaucoup sur la spatialité de nos sociétés d'aujourd'hui et nous indiquent de possibles mutations à venir pour celles de demain.

TEXTES CITES

Camus, Albert (1944). *Sur une philosophie de l'expression*. Paris : Gallimard.

Camus, Albert (1947). *La Peste*. Paris : Gallimard.

Chamboredon, Jean-Claude and Marianne Lemaire (1970). "Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement." *Revue française de sociologie* 11(1): 3-33.

Chinazzi, M., et al. (2020). "The effect of travel restrictions on the spread of the 2019 novel coronavirus (COVID-19) outbreak." *Science*: eaba9757.

Frioux, Stéphane (2013) *Les Batailles de l'hygiène. Villes et environnement de Pasteur aux Trente Glorieuses*, Paris, Presses universitaires de France, 2013.

Guyonnard, Valentin, et Luc Vacher. « Penser et mesurer les distances de l'interaction sociale dans l'espace de la plage », *L'Espace géographique*, vol. tome 47, no. 2, 2018, pp. 159-181.

Hall, Edward T. et al. (1968). "Proxemics [and Comments and Replies]," *Current Anthropology* 9, no. 2/3: 83-108.

Hall, Edward T. (1978). *La Dimension cachée* [« The Hidden Dimension »], Paris, Points (1re éd. en 1966 en anglais, trad. de l'anglais par Amélie Petita).

Razemon, Olivier. Comment l'espace public des villes pourrait être réaménagé pour faciliter la distanciation sociale, *Le Monde*, 16/04/2020.

Sorokowska, Agnieszka; Sorokowski, Piotr; Hilpert, Peter (2017). "Preferred Interpersonal Distances: A Global Comparison" (PDF). *Journal of Cross-Cultural Psychology*. 48 (4): 577–592.

The Lancet (2020). intitulée Do not violate the International Health Regulations during the COVID-19 outbreak, vol 395, February 2020 ([https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30373-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30373-1)).

Tognotti, Eugenia (2013). Lessons from the History of Quarantine, from Plague to Influenza A. *Emerg Infect Dis*. 2013; 19(2):254-259.